

La part des exonérations dans les cotisations patronales du secteur privé a beaucoup augmenté

source : ACOSS STAT- n°77 décembre 2008

Données brutes – milliards d'euros

Source : STATINFO- Banque de France-11/02/ 2009

a : chiffres semi-définitifs

b : chiffres provisoires

Les échanges commerciaux de la France s'enfoncent dans le rouge

Evolution du solde des échanges de la France (milliards d'euros- FAB-FAB y. c. militaires)

2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
-4,39	+0,55	+5,39	+0,94	-4,81	-23,31	-28,99	-40,56	-55,65

Source : Douanes françaises

Production et valeur ajoutée - Industrie automobile

	Production	Valeur ajoutée
2006.....	88,5	13,2
2007.....	89,8	10,9

source :INSEE

Milliards

d'euros

L'enjeu est donc bien celui d'une nouvelle industrialisation et d'une re-localisation en France avec un essor et une refonte très audacieuse des formations, des recherches, des emplois pour produire en France, et en coopération en Europe, des véhicules à bas coût de nouvelles générations, écologiques et plus sécurisants... Bref, de nouveaux modèles très populaires et porteurs d'un bond technologique.

III- Des protections sociales, des pouvoirs aux salariés et des coopérations mais pas le protectionnisme :

L'impasse du protectionnisme :

Le repli sur l'Hexagone avec des barrières douanières et un rapatriement de productions en France qui serait, alors, nécessairement associé à une poussée du chômage dans les pays à bas salaires de délocalisation n'est pas la solution.

Cette entrave aux échanges internationaux, au nom d'une union sacrée entre capital et travail chez soi prétendant associer la défense de l'emploi et des salaires et la protection de rentes et pouvoirs capitalistes mènerait à une impasse noire.

On prétend, dans un tel scénario, protéger les coûts salariaux et les standards sociaux en France sans du tout faire reculer les prélèvements financiers du capital sur les richesses produites ! Et on prétend défendre l'emploi chez soi en détruisant l'emploi, construit en collaboration avec nos grands groupes, chez d'autres.

C'est un ferment de divisions et d'oppositions très graves qui pourraient conduire, non seulement à miner encore plus la croissance avec la plongée en dépression (comme dans l'entre-deux guerres) du fait du ralentissement des échanges, mais aussi à déstabiliser les relations internationales, et intra-européennes particulièrement, au lieu d'aider à construire de nouvelles relations.

□ Dans le cas de l'automobile, il s'agirait, alors, non pas tant de chercher à rapatrier des productions déjà délocalisées qu'à obliger l'ensemble de la filière pilotée par Renault et PSA à ré-industrialiser la France dans ce secteur si stratégique. Cette nouvelle industrialisation ne saurait se construire par le rapatriement de productions traditionnelles.

Il paraît indispensable de commencer à construire une nouvelle industrie d'automobiles répondant aux attentes populaires des français-es et des européens-es avec de nouveaux modèles à bas coûts, économes en moyens, écologiques et sécurisées.

Il s'agirait alors, pour anticiper et engager cet effort rendu nécessaire par la révolution informationnelle et la révolution écologique, de permettre aux salariés de toute la filière d'accéder massivement à des formations longues et de qualité, bien rémunérées à partir de prélèvements mutualisés, qui leurs permettraient d'accéder aux nouveaux emplois et nouvelles qualifications exigés par cette nouvelle industrialisation.

Ce pourrait être là une exigence rassembleuse à faire valoir, contre les suppressions d'emplois et les mises en chômage technique.

Cette sécurisation de l'emploi, de la formation et du revenu des salariés de la filière, anticipant sur un nouveau statut commun à tous en France, mais aussi en Europe, engagerait, à partir de ce secteur, une nouvelle révolution industrielle en coopération. Elle devrait être associée tout de suite à :

- Une lutte déterminée pour faire reculer les coûts en capital pénalisant toute la filière ;
- Un développement de coopérations nouvelles plus intimes pour partager les coûts et les résultats des recherches jusque dans des co-productions ;
- De nouveaux financements massifs incitatifs, avec l'accès à un crédit sélectif dont le taux d'intérêt à moyen et long terme serait d'autant plus abaissé- jusqu'à des taux nuls, voire négatifs – que les investissements matériels et de recherche ainsi financés programmeraient plus d'emplois et de formations. C'est dans ce sens que devraient être attribués les **prêts bonifiés** promis par Sarkozy aux constructeurs ;
- La conquête de nouveaux pouvoirs d'intervention des salariés des entreprises de la filière, à commencer par Renault et PSA, afin de réorienter leurs gestions, en coopération, pour y faire prédominer des critères d'efficacité sociale contre la dictature de la rentabilité financière ;

C'est tout ceci qui devrait conditionner les aides apportées par l'Etat à la filière et donner un

nouveau sens à la participation de 15% dont celui-ci dispose toujours chez Renault avec la visée d'une appropriation sociale et de la constitution d'un pôle public de l'automobile.

□ Un nouveau crédit sélectif pour faire respecter, en coopération, des clauses sociales et environnementales dans les échanges internationaux

Il est légitime de vouloir introduire des clauses sociales et environnementales dans les échanges, face aux politiques de dumping social menées, surtout, par des filiales de multinationales occidentales localisées dans les pays à bas coûts salariaux.

Mais il faut chercher à la faire sans pénaliser les populations de ces pays et risquer de les exclure des courants d'échanges internationaux, alors qu'il faut les développer de façon maîtrisée et mutuellement avantageuse.

Comme le pose à juste titre Frédéric Boccara (l'Humanité du 14/02/2009), il faudrait engager une « *politique massive de promotion de normes sociales et environnementales hardies avec nos pays partenaires du Sud, de l'Est ou d'ailleurs.*

Que faire pour tenter de progresser dans ce sens, au lieu de se replier ?

Il s'agirait, particulièrement, de mobiliser un nouveau crédit massif et sélectif pour les investissements dans tel ou tel secteur sensible. Ce crédit serait ainsi conçu qu'il conduirait à sélectionner les investissements porteurs de meilleurs salaires, d'emplois et de formations qualifiantes supplémentaires, aussi bien en France et en Europe que dans les pays partenaires à bas coût salarial.

Le taux d'intérêt de ce crédit diminuerait d'autant plus que les investissements à financer programmeraient plus d'emplois et de formations, jusqu'à devenir nuls, voire négatifs. Il serait, par contre, relevé jusqu'à être très dissuasif pour les investissements de délocalisation à l'étranger.

Comme le propose F. Boccara, la prise en charge publique (bonification) de tout ou partie des intérêts de ce crédit pourrait être financée notamment « *par le produit de taxes douanières sur les produits ne respectant pas de telles normes* ».

Cette politique d'incitation-dissuasion par le crédit pour le respect de normes communes sociales et environnementales ne s'opposerait pas au développement des échanges et contribuerait, au contraire, à faire reculer les prélèvements financiers pour développer toutes les capacités humaines, par une mise à niveau progressive et progressiste des appareils productifs et des systèmes sociaux(Ex. : un système de SMIC européen).

Pour cela, il y a besoin de développer hardiment des pôles publics bancaires et financiers en France, en Europe, avec une réorientation fondamentale de la BCE et de sa politique monétaire, une transformation du rôle et des missions de la BEI.

Tout de suite, en France, on peut commencer à œuvrer et intervenir dans ce sens, pare exemple à partir des enjeux cruciaux de l'automobile et en visant à construire dans chaque région concernée des Fonds publics régionaux anticipant la création d'un Fonds national d'incitation dont la dotation

par la trentaine de milliards d'euros dévolue aujourd'hui aux exonérations de cotisations sociales patronales permettrait l'engagement de la politique incitative de bonification des crédits décrite plus haut.